

Association

SOLAGRO

75 Voie du Toec
31300 TOULOUSE

Comptes Annuels

Exercice clos au 31/12/2023

Sommaire

1. Comptes annuels	1
Rapport de présentation des comptes annuels	2
Bilan actif	4
Bilan passif	6
Compte de résultat	8
Contributions volontaires	10
Annexe	11
<i>Règles et méthodes comptables</i>	12
<i>Notes sur le bilan</i>	15
<i>Autres informations</i>	21
2. Détail des comptes	23
Bilan détaillé	24
Compte de résultat détaillé	29
3. Liasse fiscale	35

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Comptes annuels

Rapport de présentation des comptes annuels

COMPTE RENDU DES TRAVAUX DU PROFESSIONNEL DE L'EXPERTISE COMPTABLE

Conformément à la mission qui nous a été confiée par et qui a fait l'objet de notre lettre en date du 01/01/1900, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'association SOLAGRO ASSOCIATION relatifs à l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Ces comptes annuels sont joints au présent compte rendu ; ils se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en euros
Total bilan	4 402 574
Total des ressources	2 525 626
Résultat net comptable (Excédent)	148 915

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle du Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation des comptes.

Fait à TOULOUSE

Le 05/05/2024

PHILIPPE ROUGIER
Expert-comptable

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	29 859	26 826	3 033	1 259
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	1 952	1 007	945	
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	33 359	7 127	26 232	30 767
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	303 677	239 592	64 085	70 420
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>	6 400		6 400	3 250
<i>Autres immobilisations financières</i>	8 878		8 878	9 794
Total I	384 125	274 551	109 573	115 489
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>En-cours de production (biens et services)</i>	492 210		492 210	464 661
<i>Marchandises</i>	1 000		1 000	1 000
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	2 796 876	22 141	2 774 735	2 135 945
<i>Autres créances</i>	59 009		59 009	75 430
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	709		709	709
<i>Disponibilités</i>	942 697		942 697	713 793
<i>Charges constatés d'avance</i>	22 641		22 641	34 412
Total II	4 315 141	22 141	4 293 000	3 425 950
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 699 266	296 692	4 402 574	3 541 439
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>	1 084 146	988 173
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Excédent ou déficit de l'exercice	148 915	95 973
Situation nette (sous-total)	1 233 062	1 084 146
Total I	1 233 062	1 084 146
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 000	
Provisions pour charges	226 075	150 809
Total III	231 075	150 809
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	107 604	151 578
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 778	125 538
Dettes fiscales et sociales	757 911	667 362
Autres dettes	11 753	6 150
Produits constatés d'avance	1 905 390	1 355 857
Total IV	2 938 437	2 306 484
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 402 574	3 541 439
(1) Dont à plus d'un an (a)	63 308	
Dont à moins d'un an (a)	2 875 129	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	5 006	5 045
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	2 520 620	2 057 317
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 127 675	943 333
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	106 643	15 398
Autres produits	27 556	31 898
Total I	3 787 500	3 052 992
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	861 489	615 916
Impôts, taxes et versements assimilés	58 553	59 749
Salaires et traitements	1 683 220	1 489 657
Charges sociales	705 104	636 855
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	71 870	57 242
Dotations aux provisions	143 266	32 246
Autres charges	19 323	288
Total II	3 542 825	2 891 953
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	244 674	161 038
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	31	
Autres intérêts et produits assimilés	1 335	243
Total III	1 365	243
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	960	1 836
Total IV	960	1 836
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	406	-1 593

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	245 080	159 445
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	31 106	10 173
Sur opérations en capital	1 667	6 076
Total V	32 773	16 249
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 603	1 967
Sur opérations en capital		5 124
Total VI	1 603	7 091
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	31 170	9 158
Impôts sur les bénéfices (VIII)	127 335	72 629
Total des produits (I+III+V)	3 821 638	3 069 483
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 672 723	2 973 509
EXCEDENT OU DEFICIT	148 915	95 973

Contributions volontaires

Contributions volontaires

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SOLAGRO ASSOCIATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 4 402 574 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 148 915 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/12/2023 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

L'association a pour objet, l'ingénierie, conseil et formation dans le secteur de l'agro-écologie, la méthanisation, le bois énergie, les stratégies territoriales et le gaz renouvelable

Les moyens mis en oeuvre :

- subventions sur projets et prestations de services

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Stocks et En Cours

Les en cours de production sont évalués au coût de production déduction faite d'une décote de 10%;

Pour des critères de lecture économique l'enregistrement de l'intéressement des salariés n'est plus positionné en compte 648 mais en compte 691 et ce pour un montant en 2023 de 165 106.10 €

Règles et méthodes comptables

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Règles et méthodes comptables

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 859	4 000		29 859
Immobilisations incorporelles	25 859	4 000		29 859
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	792	1 160		1 952
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	31 059	2 300		33 359
- Installations générales, agencements aménagements divers	11 975			11 975
- Matériel de transport	29 350			29 350
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	249 562	34 723	21 933	262 352
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	322 738	38 184	21 933	338 988
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	3 250	3 150		6 400
- Prêts et autres immobilisations financières	9 794	2 204	3 119	8 878
Immobilisations financières	13 044	5 353	3 119	15 278
ACTIF IMMOBILISE	361 640	47 537	25 053	384 125

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	4 000	38 184	5 353	47 537
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	4 000	38 184	5 353	47 537
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		21 933	3 119	25 053
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		21 933	3 119	25 053

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 600	2 226		26 826
Immobilisations incorporelles	24 600	2 226		26 826
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	792	215		1 007
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	292	6 834		7 127
- Installations générales, agencements aménagements divers	9 839	485		10 325
- Matériel de transport	19 515	3 525		23 040
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	191 113	37 048	21 933	206 227
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	221 551	48 108	21 933	247 726
ACTIF IMMOBILISE	246 151	50 334	21 933	274 551

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 887 403 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	8 878		8 878
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	2 796 876	2 796 876	
Autres	59 009	59 009	
Charges constatées d'avance	22 641	22 641	
Total	2 887 403	2 878 525	8 878
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		5 000			5 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	87 809	138 266			226 075
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	63 000		63 000		
Total	150 809	143 266	63 000		231 075
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		143 266	63 000		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 938 437 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	107 604	44 296	63 308	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	155 778	155 778		
Dettes fiscales et sociales	757 911	757 911		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	11 753	11 753		
Produits constatés d'avance	1 905 390	1 905 390		
Total	2 938 437	2 875 129	63 308	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	43 974			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs FNP	17 247
Provision congés payés	196 814
Personnel (autres charges à payer)	165 106
Charges sociales congés à payer	86 803
Taxe d'apprentissage CAP	1 488
CVAE	2 219
Total	469 677

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatees d avance	22 641		
Total	22 641		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constates d avance	158 700		
PCA (C1606)	9 300		
PCA (C1644)	14 632		
PCA (C1671)	1 763		
PCA (C1778)	900		
PCA (C1784)	29 846		
PCA (C1813)	405 304		
PCA (C1850)	26 400		
PCA (C1870)	300		
PCA (C1871)	11 100		
PCA (C1883)	800		
PCA (C1885)	600		
PCA (C1903)	1 800		
PCA (C1946)	27 400		
PCA (C1947)	222 795		
PCA (C1971)	18 115		
PCA (C1977)	300		
PCA (C1978)	59 809		
PCA (C1980)	116 938		
PCA (C1988)	9 098		
PCA (C1889)	6 800		
PCA (C1990)	218 837		
PCA (C1991)	19 300		
PCA (C1997)	20 200		
PCA (C1998)	445 109		
PCA (C2042)	16 770		
PCA (C2044)	7 400		
PCA (C2045)	13 200		
PCA (C2046)	12 300		
PCA (C2079)	1 075		
PCA (C2085)	27 500		
Total	1 904 390		

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
<i>Caution Garantie PGE etat</i>	151 577
<i>caution Garantie France active</i>	1 485
Avals et cautions	153 062
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	153 062

Engagements de retraite

Des engagement ont été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 226 075 euros

La provision pour indemnité de départ en retraite ressort à 226 075 € à la clôture après une dotation de 138 266 € en 2023.

A compter de l'exercice 2023 , les indemnités de fin de carrière sont évaluées selon la convention SYNTEC

Elle a été calculée, selon la méthode rétrospective prorata temporis, en fonction des hypothèses suivantes :

- Départ prévu à la retraite : 64 ans pour les cadres et non cadres ;
- Taux de rotation du personnel retenu : 4% dégressif
- Taux de progression salariale : 0.5 %
- Taux d'actualisation : 3.6%
- Table de mortalité : Table mortalité 2009-2013
- Taux de charges sociales retenu : 45%

Le calcul a été réalisé sur l'ensemble des salariés, en tenant compte d'un taux de rotation du personnel tel que décrit ci-dessus.

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Détail des comptes

Bilan détaillé

ACTIF

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>				
2050000 - Logiciels >500€	29 859		29 859	25 859
2805000 - Amortissement logiciels		26 826	-26 826	-24 600
	29 859	26 826	3 033	1 259
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>				
2135000 - Agencements constructions	1 952		1 952	792
2813500 - Amortissement agencements		1 007	-1 007	-792
	1 952	1 007	945	
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>				
2154000 - Matériel industriel	33 359		33 359	31 059
2815400 - Amortissement industriel		7 127	-7 127	-292
	33 359	7 127	26 232	30 767
<i>Autres immobilisations corporelles</i>				
2181000 - Installations, agencements, aménagement	11 975		11 975	11 975
2182000 - Matériel de transport	26 811		26 811	26 811
2182200 - Matériel Transport 0%	2 539		2 539	2 539
2183000 - Matériel informatique	230 689		230 689	217 899
2184000 - Bureautique & Mobilier	31 663		31 663	31 663
2818100 - Amortissement agencements		10 325	-10 325	-9 839
2818200 - Amortissement transport		23 040	-23 040	-19 515
2818300 - Amortissement informatique		174 745	-174 745	-160 176
2818400 - Amortissement bureautique & mobilié		31 482	-31 482	-30 936
	303 677	239 592	64 085	70 420
Immobilisations financières				
<i>Autres titres immobilisés</i>				
2710000 - Titres MOBILIB	750		750	750
2711000 - FCP CREDIT COOPERATIF	3 150		3 150	
2712000 - Titres SCIC Enercoop	1 500		1 500	1 500
2713000 - Souscription SCIC La Serre	1 000		1 000	1 000
	6 400		6 400	3 250
<i>Autres immobilisations financières</i>				
2751000 - Depots prêts	1 728		1 728	1 728
2752000 - Souscription capital BFCC	31		31	3 051
2753000 - Depots, cautionnements (autres)	7 118		7 118	4 916
2754000 - Souscription capital CA	2		2	99
	8 878		8 878	9 794
Total I	384 125	274 551	109 573	115 489
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>En-cours de production (biens et services)</i>				
3400000 - En-cours product services	492 210		492 210	464 661
	492 210		492 210	464 661
<i>Marchandises</i>				
3700000 - Stocks de livres	1 000		1 000	1 000
	1 000		1 000	1 000
Créances				

Bilan détaillé

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>				
4110000 - Collectif clients	15 640		15 640	
4110100 - CLIENTS (soumis)	841 183		841 183	749 168
4110200 - CLIENTS (non soumis)	1 940 053		1 940 053	1 296 682
4181000 - Clients - factures à établir				109 200
4910000 - Provision depreciation clients		22 141	-22 141	-19 105
	2 796 876	22 141	2 774 735	2 135 945
<i>Autres créances</i>				
4210000 - Collectif Salariés	244		244	
4440000 - Etat impots sur les benefices	56 183		56 183	63 214
4456200 - Tva Immobilisations 19,6%				121
4456611 - TVA/SERV DED 100% DECAIS	1 609		1 609	5 685
4456620 - Tva Déductible 53% (2010)				2 885
4456650 - TVA déductible 72.86% (2018)	157		157	
4670100 - BERGER Sylvaine	180		180	
4673700 - MONCAMP Maxime	254		254	
4674000 - MALAFOSSE Florin				136
46740AN - Inscriptions 40 ans				70
4674100 - CHAYRE Aurelien	187		187	
4674800 - RICHARD Annabelle	27		27	
4675400 - LE ROHELLEC Catherine				80
4676500 - CASENAVE Julie	120		120	
4676600 - CASTEX Victorine	50		50	
4687000 - Produits a recevoir				3 240
	59 009		59 009	75 430
<i>Autres postes de l'actif circulant</i>				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
5081100 - FCP Credit Cooperatif	709		709	709
	709		709	709
<i>Disponibilités</i>				
5121000 - BFCC	207 499		207 499	169 528
5122000 - CA	623 364		623 364	433 764
5171000 - Livret Associations (CSL ASSOS)	111 500		111 500	110 169
5172000 - Livret solidaire associations	324		324	323
5173000 - Livret Solidaire Credit Agricole	10		10	10
	942 697		942 697	713 793
<i>Charges constatés d'avance</i>				
4860000 - Charges constatees d'avance	22 641		22 641	34 412
	22 641		22 641	34 412
Total II	4 315 141	22 141	4 293 000	3 425 950
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 699 266	296 692	4 402 574	3 541 439

Bilan détaillé

PASSIF

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Autres fonds propres</i>		
1020000 - Fonds associatifs sans droit de rep	1 084 146	988 173
	1 084 146	988 173
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Excédent ou déficit de l'exercice	148 915	95 973
Situation nette (sous-total)	1 233 062	1 084 146
Total I	1 233 062	1 084 146
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
1511000 - Provisions pour litiges	5 000	
	5 000	
Provisions pour charges		
1530000 - Provision pensions (retraite)	226 075	87 809
1588000 - Provisions pour charges diverses		63 000
	226 075	150 809
Total III	231 075	150 809
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
1640000 - Emprunt PGE	107 604	151 578
	107 604	151 578
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
4010000 - Collectif Fournisseurs	138 531	100 113
4081000 - Fournisseurs FNP	17 247	25 424
	155 778	125 538
Dettes fiscales et sociales		
4282000 - Provision congés payés	196 814	179 767
4286000 - Personnel (autres charges à payer)	165 106	112 817
4310000 - URSSAF	59 670	58 734
4370000 - TICKET RESTAURANT	96	
4372100 - MUTUELLE REMPART MUTUELLE	9 220	8 107
4372200 - UNMI PREVOYANCE	12 775	12 640
4373000 - MORNAY KLESIA	14 241	14 648
4382000 - Charges sociales congés à payer	86 803	80 430
4421000 - Prelevement à la source (PAS)	6 095	6 560
4455000 - TVA à décaisser	40 895	57 774
4457004 - Tva Collectée 8.50% (Dom-Tom)	741	214
4457006 - TVA collectée à 20%	154 337	123 497
4458600 - TVA s/factures non parvenues	1 012	1 688
4471100 - Taxe sur les salaires	6 399	6 417
4486320 - Taxe d'apprentissage CAP	1 488	1 317
4486350 - CVAE	2 219	2 751
	757 911	667 362

Bilan détaillé

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
Autres dettes		
4670000 - Autres Comptes Débit/Crédit		270
4670200 - BOCHU Jean-Luc	670	827
4670300 - CHARRU Madeleine		1 197
4670400 - F.Coulon	91	
4670500 - C.Couturier	1 093	
4670600 - DOUBLET Sylvain	99	
4670700 - LABOUBEE Celine	96	35
4671100 - PRIAROLLO Jeremie	618	737
4671200 - POINTEREAU Philippe		381
4671900 - METAYER Nicolas	149	10
4672100 - Salarie(e)s autres	2	51
4672500 - GIBERT Caroline	830	
4672700 - METIVIER Simon	400	
4673700 - MONCAMP Maxime		635
4674200 - DESCAMPS Eloïse		34
4674300 - COUTURIER Antoine		14
4674400 - DESNEULIN Ivan	458	11
4674600 - FILIATRE Thomas	1 175	1 104
4674800 - RICHARD Annabelle		46
4674900 - CARLIER Natalien	766	267
4675000 - SICARD Louis	1 188	531
4675300 - REYNAUD Clara	115	
4675400 - LE ROHELLEC Catherine	382	
4675600 - VANNIEUWKERKE Solenn	128	
4675700 - VIRCHIEN Tristan	2 386	
4675800 - TURON-LAGOT Deborah	3	
4675900 - SCHWEBEL Estelle	573	
4676100 - BIJON Nicolas	24	
4676200 - ALBERT Matthieu	322	
4676300 - CLAUDEPIERRE Amelie	143	
4676400 - DEVIENNE Thomas	43	
	11 753	6 150
Produits constatés d'avance		
4870000 - Produits constatés d'avance	181 400	189 000
4871606 - PCA (C1606)	9 300	76 010
4871609 - PCA (C1609)		29 804
4871644 - PCA (C1644)	14 632	26 832
4871657 - PCA (C1657)		405
4871662 - PCA (C1662)		18 200
4871671 - PCA (C1671)	1 763	4 363
4871704 - PCA (C1704)		2 340
4871778 - PCA (C1778)	900	6 000
4871784 - PCA (C1784)	29 846	88 446
4871800 - PCA (C1800)		26 813
4871813 - PCA (C1813)	405 304	286 522
4871846 - PCA (C1846)		30 000
4871847 - PCA (C1847)		19 700
4871848 - PCA (C1848)		600
4871849 - PCA (C1849)		5 200
4871850 - PCA (C1850)	26 400	29 100
4871863 - PCA (C1863)		8 000
4871864 - PCA (C1864)		33 800

Bilan détaillé

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
4871878 - PCA (C1878)		19 844
4871938 - PCA (C1938)		22 700
4871946 - PCA (C1946)	27 400	61 300
4871947 - PCA (C1947)	222 795	245 944
4871971 - PCA (C1971)	18 115	
4871978 - PCA (C1978)	59 809	77 809
4871980 - PCA (C1980)	116 938	
4871988 - PCA (C1988)	9 098	
4871990 - PCA (C1990)	218 837	
4871991 - PCA (C1991)	19 300	
4871994 - Pca (C1994)		7 125
4871997 - PCA (C1997)	20 200	
4871998 - PCA (C1998)	445 109	40 000
4872042 - PCA (C2042)	16 770	
4872044 - PCA (C2044)	7 400	
4872045 - PCA (C2045)	13 200	
4872046 - PCA (C2046)	12 300	
4872079 - PCA (C2079)	1 075	
4872085 - PCA (C2085)	27 500	
	1 905 390	1 355 857
Total IV	2 938 437	2 306 484
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 402 574	3 541 439

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
7560000 - Cotisations 0%	5 006	5 045
	5 006	5 045
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>		
7010000 - Ventes Publications 100%	1 945	2 966
7011000 - Arbres Des Champs (S)	175	
7060300 - Expertises & Interventions (S)	24 371	
7060320 - Expertises AE 100%		6 709
7060330 - Expertise International 0%	29 845	59 572
7060400 - Animations 100%	51 298	
7060420 - Animations ED 100%	1 200	12 860
7060421 - Animations AE 100%	7 400	19 604
7060423 - UNIVERSITE AFTERRES 2021/17	10 858	
7060531 - Formations Outils Public (Ns)	17 300	8 700
7060600 - Etudes prospectives 100%	212 107	
7060611 - Etudes prospective ED 100%	6 800	132 372
7060612 - Etudes prospective AE 100%	8 000	56 462
7060621 - Diagnostics BTP 100%		680
7060622 - Evaluation&diagnostics(S)		750
7060700 - Etudes techniques 100%	2 032 267	
7060710 - Etudes techniques ED DOM TOM 100%	24 000	
7060711 - Etudes techniques ED 100%	25 500	1 434 505
7060712 - Etudes techniques AE 100%	20 200	273 456
7061000 - Formations Solagro 0%	6 050	
7061100 - Formations Energie		6 600
7061200 - Formations AE Solagro 0%		12 150
7064100 - Prestations Formation Continue	37 283	
7064110 - Prestations FC ED 0%		19 000
7064120 - Prestations FC AE 0%		4 171
7064200 - Prestations Formation Initiale 0%	4 021	846
7064210 - Diffusion De L'Information (S)		5 913
	2 520 620	2 057 317
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>		
7401000 - Subvention Cec	-2 106	2 106
7403042 - Subvention Animation CANARI	7 800	
7403044 - Subvention Webinaire OFB	7 600	
7403045 - Subvention NOTE 2023	800	
7403046 - Subvention suivi convention FONDS 2	3 700	
7403079 - Subvention Neutralite Carbone	2 600	
7403085 - Subvention plan Úcophyto	22 500	
7403200 - Subventions AE		17 160
7403291 - Subvention BAGAGES		6 438
7403356 - Subvention programme MUSES		-905
7403506 - Subvention RESPHAIES AFAC		24 959
7403554 - Subvention ORSAT		5 600
7403593 - Subvention EIE 2020		-8 749
7403600 - Subvention Probiogaz		9 200
7403601 - Subvention AFTERRES2022_Jeu_		6 100
7403602 - Subvention AFTERRES2022_Anima		3 300

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
7403604 - Subvention AFTERRES2022_SISAE		3 300
7403606 - Subvention Probiogaz	66 710	56 000
7403609 - Subvention OSAE 5	28 332	163 800
7403644 - Suvention Terres de Sources	12 200	20 100
7403648 - Subvention CGDD Empreinte Surfa		8 600
7403653 - Subvention CANARI		10 599
7403657 - Subvention AGLAE CRAO	405	2 000
7403662 - Subvention Herbea Phase 5	18 200	48 400
7403667 - Subvention I-HEROS	355	2 000
7403671 - Subvention FERTIDIG	2 600	13 200
7403698 - Subvention AFFOUAGE 2.0	-400	13 600
7403704 - Subvention ADMM 5	2 340	13 400
7403710 - Subvention Beauvallet 2021		200
7403711 - Subvention ECOTONE Afterres		23 600
7403718 - Subvention ECOTONE Prairies fleurie		4 000
7403727 - Subvention IDDRI SNBC 2		18 625
7403753 - Subvention animation reseau 2021		16 500
7403754 - Subvention Scenario nW Europe		5 000
7403778 - Subvention Less & Better	5 100	9 000
7403784 - Subvention TRANSFood	58 600	40 900
7403800 - Subvention IRAEE 5	26 813	16 700
7403813 - Subvention Life Biodiversite Paysan	122 900	84 300
7403837 - Subvention EIE 2022		65 000
7403843 - Subvention Ecotone 2022 Prairies		35 800
7403846 - Subvention Dialogue Afterres2023	43 000	22 000
7403847 - Subvention FOND 2050 2022 CANARI	19 700	14 300
7403848 - Subvention FOND 2050 2022 axe 3	2 600	17 000
7403849 - Subvention Fond 2050 2022 Note synt	5 200	2 800
7403850 - Subvention Communication Afterres	32 700	14 300
7403856 - Subvention Atelier Brochure Biodive		39 300
7403863 - Subvention Interréseau 2022	28 000	20 000
7403864 - Subvention Eie 2010	72 800	4 400
7403868 - Subvention Ecotone 2022 Indicateurs		4 900
7403876 - Subvention Démarrage ALTAA		12 000
7403878 - Subvention Guide Reussir 1ere annee	16 525	
7403938 - CANARI Météo France	22 700	17 300
7403946 - Subvention BDD ADONIS	43 900	18 700
7403947 - Subvention ALTAA 2022-2024	131 000	16 300
7403971 - Subvention ANR TANGO	13 600	
7403978 - Subvention APR GRAINE FLEM	18 000	200
7403980 - Subvention DIAGOPTIMETHA GRAINE 202	6 100	
7403988 - Subvention PACE Aubrac	29 900	
7403990 - Subvention HERBEA 6	44 400	
7403991 - Subvention Dauphine 2023-2024	15 700	
7403994 - Subv IDDRI Transition elevage 1994	33 300	
7403995 - Ecotone 2023 Prairies	26 600	
7403996 - Ecotone Indicateurs 2023	21 400	
7403997 - Fond 2050 2023 Canari	9 800	
7403998 - Subvention OSAE 6	103 700	
	1 127 675	943 333
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		
7815000 - Repris.s/provis.risques & charges	63 000	
7817400 - Reprises S.Provisions Dépréc.Créanc	18 500	3 796

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
7910000 - Indemnités complément. prévoyance	8 826	6 613
7913000 - Remboursement assurances	23	436
7913020 - Transfert charges Formation	3 663	
79140AN - Transfert de charges 40 ans	70	
7917000 - Indemnités journalières CPAM	617	192
791DIV0 - Transfert charges divers	2 416	45
791FD00 - Transfert charges FD	9 523	4 160
791PUB0 - Frais de port publications	5	157
	106 643	15 398
Autres produits		
7134000 - Variation en-cours prod serv	27 549	31 324
7580000 - Produits divers gestion courant	7	574
	27 556	31 898
Total I	3 787 500	3 052 992
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes		
6041000 - Prestations publications prorata		1 158
6041100 - Prestations publications 100%		795
6041200 - Prestations publications 0%	22 211	48 870
6042100 - Sous-traitance 100%	177 714	102 613
6042200 - Sous-traitance 0%	193 212	70 687
6061400 - Carburant	3 538	3 560
6063000 - Fourn. entretien petit equip prorata	2 993	2 071
6063100 - Fourn. entretien petit equip 100%	156	365
6063200 - Fourn. entretien petit equip 0%	234	1 200
6064000 - Fournitures bureau	2 232	2 169
6110000 - Sous-traitance générale	105	2 804
6112000 - Prestation internet 0%	14 491	2 100
6125000 - Crédit-bail	18 832	14 142
6132000 - Location immobilière	90 714	82 436
6133000 - Hébergement Site Internet Prorata	79	79
6133100 - Hébergement site internet 100%	849	645
6133200 - Hébergement Site Internet 0%	800	994
6135000 - Location voiture/matériel Prorata		200
6135200 - Location voiture/matériel 0%	7 684	4 594
6136000 - Location logiciels, licences...	9 844	8 786
6140000 - Charges locatives	20 378	9 362
6152000 - Nettoyage locaux	6 815	7 493
6155000 - Entretien biens mobiliers	3 525	464
6156000 - Maintenance informatique-bureautique	23 574	28 957
6160000 - Primes d'assurance	24 811	22 756
6181000 - Documentation prorata	48	91
6181100 - Documentation 100%		458
6181200 - Documentation 0%	72	-59
6183000 - Abonnements revues techniques	4 400	3 436
6185000 - Frais colloques, séminaires prorata	190	976
6185100 - Frais colloques, séminaires 100%	664	
6185200 - Frais colloques, séminaires 0%	198	150
6225000 - Prestations paie prorata	10 875	9 844
6226000 - Honoraires prorata	8 032	10 330
6226100 - Honoraires 100%	6 169	5 900
6226200 - Honoraires 0%	2 633	480

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
6227000 - Frais d'actes et de contentieux		2 500
6230000 - Frais communication externes prorata	3 322	3 878
6230100 - Frais communication externes 100%	180	256
6230200 - Frais communication externes 0%	1 621	1 743
6233000 - Stands foires, expos prorata		4 345
6238000 - Pourboires, dons, soutien actions	8 509	2 610
6248000 - Transports divers prorata	20	97
6248100 - Transports divers 100%	3 473	
6248200 - Transports divers 0%	70	304
6251000 - Frais de déplacement	106 125	96 006
6257000 - Receptions prorata	1 253	1 872
6257100 - Receptions 100%	22 265	132
6257200 - Receptions 0%	11 624	10 127
6261000 - Telephone, telecopie	26 086	21 103
6262000 - Frais postaux	4 573	1 948
6263000 - Livraison courrier		2 772
6270000 - Services bancaires et assimilés	5 617	3 926
6281000 - Cotisations	4 789	4 437
6283000 - Formations personnel prorata	1 820	2 200
6283200 - Formation du personnel 0%	910	4 756
6284000 - Frais de recrutement de personnel	1 160	
	861 489	615 916
Impôts, taxes et versements assimilés		
6311000 - Taxe sur les salaires	6 399	6 417
6312000 - Taxe apprentissage	9 927	11 169
6333000 - Participation employeur FPC	16 981	20 281
6351100 - Taxe professionnelle (CFE)	5 859	7 169
6352000 - TVA non recuperable	13 225	14 706
6378000 - Taxes diverses OETH	6 163	7
	58 553	59 749
Salaires et traitements		
6411000 - Salaires, appointements	1 651 561	1 464 306
6412000 - Conges payes	17 047	7 790
6413000 - Gratifications Stagiaires	11 680	12 913
6414000 - Indemnités & Avantages divers	2 932	4 648
	1 683 220	1 489 657
Charges sociales		
6451000 - Cotisations URSSAF	400 878	365 966
6452000 - Mutuelle	19 178	16 378
6453000 - Retraites, prevoyance	172 578	149 992
6454000 - Cotisations ASSEDIC	63 914	59 304
6470000 - Ticket Restaurant	38 342	37 289
6475000 - Medecine du Travail	3 840	3 680
6480000 - Charges sociales conges payes	6 373	4 246
	705 104	636 855
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
6811100 - Dot. amort. s/immobil. incorporel.	2 226	2 909
6811200 - Dot. amort. s/immobil. corporel.	48 108	35 228
6817400 - Dotations Aux Provisions Créances	21 536	19 105
	71 870	57 242
Dotations aux provisions		
6815000 - Dotations Aux Provisions	143 266	32 246
	143 266	32 246

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
Autres charges		
6518000 - Redevance utilisation de droits (ma	330	108
6540000 - Pertes sur creances irrecouvra	18 800	
6544000 - Pertes creances exercices anter	191	
6580000 - Charges diversers gestion coura	2	180
	19 323	288
Total II	3 542 825	2 891 953
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	244 674	161 038
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
7610000 - Produits de participations	31	
	31	
Autres intérêts et produits assimilés		
7680000 - Autres produits financiers	1 335	242
7688000 - Ecart Conversion Euro Produit		
	1 335	243
Total III	1 365	243
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
6611000 - Interets des emprunts et dettes	960	1 836
	960	1 836
Total IV	960	1 836
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	406	-1 593

Compte de résultat détaillé

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	245 080	159 445
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
7713000 - Libéralités perçues	25 263	150
7720000 - Produits exercices antérieurs	5 843	10 023
	31 106	10 173
Sur opérations en capital		
7752000 - Prod cessions actifs - Immo corp	1 667	952
7756000 - Prod cessions actifs - Immo Fi.		5 124
	1 667	6 076
Total V	32 773	16 249
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
6712000 - Penalites, amendes fiscales	825	
6720000 - Charges sur exercice antérieur	778	1 967
	1 603	1 967
Sur opérations en capital		
6756000 - VNC actifs cédés - Immo incorp.		5 124
		5 124
Total VI	1 603	7 091
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	31 170	9 158
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
6910000 - Interressement des salariés	165 106	112 817
6950000 - Impts Sur Les Bénéfices	41 516	16 844
6995000 - Crédit d'impôt recherche CII	-79 287	-57 032
	127 335	72 629
Total des produits (I+III+V)	3 821 638	3 069 483
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 672 723	2 973 509
EXCEDENT OU DEFICIT	148 915	95 973

COMPTES ANNUELS

2023

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Liasse fiscale

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

N° 2065-SD
2024

Exercice ouvert le	01 / 01 / 2023	et clos le	31 / 12 / 2023	Régime simplifié d'imposition	
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe				Régime Réel normal	X
Si PME innovantes, cocher la case					
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case					
A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE					
Désignation de la société:				Adresse du siège social :	
ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION					
SIRET		3 2 4 5 1 0 9 0 8 0 0 0 5 0			
Adresse du principal établissement:				Ancienne adresse en cas de changement:	
75 voie du toec					
31300 TOULOUSE					
REGIME FISCAL DES GROUPES					
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante					
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:					
				SIRET	
B ACTIVITE					
Activités exercées				Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	
				Si vous avez changé d'activité, cochez la case	
C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.notice de la déclaration n°2065)					
1 Résultat fiscal		Bénéfice imposable au taux normal	147 714	Déficit	0
		Bénéfice imposable à 15 %	42 500	Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession, des brevets et droits de propriété industrielle assimilés au taux de 10%	
2 Plus-values					
PV à long terme imposables à 19%		Autres PV imposables à 19%		PV à long terme imposables à 15 %	
				PV à long teme imposables à 0%	PV exonérées art. 238quindecies
3 Abattements sur le bénéfice et exonérations					
Entreprises nouvelles art. 44 sexies		Jeunes entreprises innovantes		Zones franches urbaines Territoire entrepreneur, art 44 octies A	
Reprise d'entreprise en difficulté, art. 44 septies		Bassins urbains à dynamiser (BUD), art 44 sexdecies		Zones franches d'activités art. 44 quaterdecies	
				Autres dispositifs	
Sociétés d'investissements immobiliers cotées		Zone de développement prioritaire, art. 44 sepdecies		Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou – selon le cas)	
				Plus-values exonérées relevant du taux à 15 %	
		Zone de revitalisation rurale, art. 44 quindecies		Bassin d'emploi à redynamiser, art. 44 duodecies	
4 Option pour le crédit d'impôt outre-mer : Dans le secteur productif, art. 244 quater W					
D IMPUTATIONS (cf.notice de la déclaration n°2065)					
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt					
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.					
E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.notice de la déclaration n°2065)					
Recettes nettes soumises à la contribution 2,5%					
F CONTRIBUTION TEMPORAIRE DE SOLIDARITE					
Assiette de la contribution temporaire de solidarité au taux de 33 %					
G ENTREPRISES SOUMISES OU DESIGNEES AU DEPÔT DE LA DECLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4					
Si vous êtes concerné par ce cadre, veuillez saisir les informations sur la page complémentaire du formulaire 2065.					
H COMPTABILITE INFORMATISEE					
L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée NON Si oui, indication du logiciel utilisé :					
Nom et coordonnées ECF					
Viseur conventionné					
Visa : CGA					
- du prestataire :					
- du comptable : SARL Cabinet EXICA					
354 route de Saint-Simon 31100 TOULOUSE					
Tél : 0561616180					
- du conseil :					
Tél :					
- du CGA ou du viseur conventionné :					
Tél :					
- N° d'agrément :					

G ENTREPRISES SOUMISES OU DESIGNÉES AU DÉPÔT DE LA DÉCLARATION PAYS PAR PAYS CbC/DAC4

- 1 – Si entreprise soumise au dépôt de la déclaration pays par pays n°2258–SD (art. 223–I–1 *quinquies* C), cocher la case ☐
- 2 – Si vous êtes la société tête de groupe et que vous avez désigné une autre entité du groupe pour souscrire la déclaration n°2258–SD, indiquer le nom, adresse et numéro d’identification fiscale de l’entité désignée :
- 3 – Si vous êtes l’entreprise désignée au dépôt de la déclaration n°2258–SD par la société tête de groupe (art. 223 quinquies C–I–2), cocher la case ☐ dans ce cas, veuillez indiquer le nom, adresse et numéro d’identification fiscale de la société tête de groupe :
- 4 – Si vous n’êtes ni la société tête de groupe, ni une entité du groupe désignée pour souscrire la déclaration n° 2258–SD, indiquer l’Etat de résidence et le numéro d’identification fiscal de l’entité du groupe qui souscrit la déclaration pays par pays :

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

N° 2065 bis-SD

2024

I

RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS

Montant global brut des distributions ⁽¹⁾	Payées par la société elle-même	a	95 973	Payées par un établissement chargé du service des titres	b	
Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ⁽²⁾				(c)		
Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées				(d)		
Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus ⁽³⁾				(e)		
				(f)		
				(g)		
				(h)		
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ⁽⁴⁾				(i)		
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI				(j)	95 973	
Montant des revenus répartis ⁽⁵⁾				Total (a à h)		95 973

J

RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

(si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI) : – SARL – tous les associés ; – SCA – associés gérants ; – SNC ou SCS – associés en nom ou commandités ; – SEP et sté de copropriétaires de navires – associés, gérants ou coparticipants.	Pour les S.A.R.L.	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.					
	Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Montant des sommes versées :				
			à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6	
1	2	3	4	Indemnités forfaitaires	Remboursements	Indemnités forfaitaires	Remboursements

K

DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

L

CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

RÉMUNÉRATIONS	Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés ^(a)			
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages ^(b)			
MVLT imposées	à 0 %		à 15 %	à 19 %
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice				
MVLT imputée sur les PVLTL de l'exercice				
MVLT réalisée au cours de l'exercice				
MVLT restant à reporter				

M

CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BENEFICIAIRES DE DONS

Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice		
Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice		

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION										Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12																													
Adresse de l'entreprise 75 voie du toec 31300 TOULOUSE										Durée de l'exercice précédent* 12																													
Numéro SIRET* 32451090800050										Néant <input type="checkbox"/> *																													
										Exercice N clos le, 31/12/2023																													
										Brut 1					Amortissements, provisions 2					Net 3																			
Capital souscrit non appelé (I)										AA																													
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *								AB					AC																								
		Frais de développement *								CX					CQ																								
		Concessions, brevets et droits similaires								AF					29 859					AG					26 825					3 033									
		Fonds commercial (1)								AH										AI																			
		Autres immobilisations incorporelles								AJ										AK																			
		Avances et acomptes sur immobilisa-tions incorporelles								AL										AM																			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains								AN										AO																			
		Constructions								AP					1 952					AQ					1 007					945									
		Installations techniques, matériel et outillage industriels								AR					33 359					AS					7 126					26 232									
		Autres immobilisations corporelles								AT					303 677					AU					239 592					64 084									
		Immobilisations en cours								AV										AW																			
		Avances et acomptes								AX										AY																			
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence								CS										CT																			
		Autres participations								CU										CV																			
		Créances rattachées à des participations								BB										BC																			
		Autres titres immobilisés								BD					6 399					BE					6 399														
		Prêts								BF										BG																			
		Autres immobilisations financières*								BH					8 877					BI					8 877														
TOTAL (II)										BJ					384 124					BK					274 551					109 573									
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements								BL					BM																								
		En cours de production de biens								BN					BO																								
		En cours de production de services								BP					492 210					BQ					492 210														
		Produits intermédiaires et finis								BR					BS																								
		Marchandises								BT					1 000					BU					1 000														
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes								BV					BW																								
		Clients et comptes rattachés (3)*								BX					2 796 875					BY					22 141					2 774 734									
		Autres créances (3)								BZ					59 008					CA					59 008														
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé								CB					CC																								
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)								CD					709					CE					709														
Comptes de régularisation	Disponibilités								CF					942 696					CG					942 696															
	Charges constatées d'avance (3)*								CH					22 640					CI					22 640															
	TOTAL (III)								CJ					4 315 141					CK					22 141					4 293 000										
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)								CW																														
	Primes de remboursement des obligations (V)								CM																														
	Ecart de conversion actif* (VI)								CN																														
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)										CO					4 699 266					1A					296 692					4 402 573									
Renvois : (1) Dont droit au bail :										(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :										(3) Part à plus d'un an										CR									
Clause de réserve de propriété :*										Immobilisations :										Stocks :										Créances :									

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise		ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION		Néant <input type="checkbox"/> *		
				Exercice N		
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :)			DA	1 084 146	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="text" value="EK"/>)			DC		
	Réserve légale (3)			DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="text" value="B1"/>)			DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* <input type="text" value="EJ"/>)			DG		
	Report à nouveau			DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	148 915	
	Subventions d'investissement			DJ		
	Provisions réglementées *			DK		
	TOTAL (I)			DL	1 233 061	
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM	
Avances conditionnées			DN			
TOTAL (II)			DO			
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP	5 000	
	Provisions pour charges			DQ	226 075	
	TOTAL (III)			DR	231 075	
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	107 604	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="text" value="EI"/>)			DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	155 777	
	Dettes fiscales et sociales			DY	757 911	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ		
	Autres dettes			EA	11 753	
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB	1 905 390	
TOTAL (IV)			EC	2 938 437		
Ecart de conversion passif* (V)			ED			
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	4 402 573		
RENVois	(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital			1B	
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
			Ecart de réévaluation libre	1D		
			Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *			EF	
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EG	2 875 128
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EH		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION										Néant <input type="checkbox"/> *	
				Exercice N							
				France			Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*			FA		FB		FC			
	Production vendue { biens * services * }			FD	2 119	FE		FF	2 119		
				FG	2 518 500	FH		FI	2 518 500		
	Chiffres d'affaires nets *			FJ	2 520 620	FK		FL	2 520 620		
	Production stockée*							FM	27 549		
	Production immobilisée*							FN			
	Subventions d'exploitation							FO	1 127 674		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)							FP	106 642		
	Autres produits (1) (11)							FQ	5 013		
	Total des produits d'exploitation (2) (I)							FR	3 787 499		
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*							FS		
Variation de stock (marchandises)*							FT				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*							FU				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*							FV				
Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*							FW	861 489			
Impôts, taxes et versements assimilés*							FX	58 553			
Salaires et traitements*							FY	1 683 220			
Charges sociales (10)							FZ	705 103			
DOTATIONS D'EXPLOITATION		Sur immobilisations { – dotations aux amortissements* (dont amortissement du fonds de commerce (art. 39, 1–2° al.3 du CGI) HS) – dotations aux provisions* }						GA	50 333		
								GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*						GC	21 536		
		Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	143 266		
Autres charges (12)							GE	19 322			
Total des charges d'exploitation (4) (II)							GF	3 542 825			
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							GG	244 674			
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)							GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)							GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)							GJ	30		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)							GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)							GL	1 334		
	Reprises sur provisions et transferts de charges							GM			
	Différences positives de change							GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement							GO			
	Total des produits financiers (V)							GP	1 365		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*							GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)							GR	959		
	Différences négatives de change							GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement							GT			
	Total des charges financières (VI)							GU	959		
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)							GV	405			
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)							GW	245 080			

Désignation de l'entreprise										ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION		Néant <input type="checkbox"/> *		
												Exercice N		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion										HA	31 106		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *										HB	1 666		
	Reprises sur provisions et transferts de charges										HC			
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)										HD	32 773		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)										HE	1 602		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *										HF			
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)										HG			
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)										HH	1 602		
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)												HI	31 170	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise										(IX)	HJ			
Impôts sur les bénéfices *										(X)	HK	127 335		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)										HL	3 821 638			
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)										HM	3 672 722			
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)												HN	148 915	
RENVIS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme										HO		
	(2)	Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)										HY		
	(3)	Dont { - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier										IG		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)										HP		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées										HQ	18 831	
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées										IH		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)										IJ		
	(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)										IK		
		Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)										IX		
	(9)	Dont transferts de charges										RC		
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)										RD		
		(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG-CRDS) A5										A1	25 142	
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)										A2		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)										A3		
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9										A4	330	
		Dont cotisations facultatives Madelin A7 Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8												
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :										Exercice N		
											Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
	Pénalités, amendes fiscales et pénales										825			
	Libéralités perçues												25 263	
Produits des cessions d'éléments d'actif												1 666		
Charges ex ant										777				
Produits ex ant												5 843		
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :										Exercice N			
										Charges antérieures		Produits antérieurs		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION													Néant <input type="checkbox"/> *	
CADRE A		IMMOBILISATIONS					Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations					
							1		Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
							2				3			
INCORP.	Frais d'établissement et de développement					TOTAL I	CZ		D8		D9			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles					TOTAL II	KD	25 859	KE		KF	4 000		
CORPORELLES	Terrains						KG		KH		KI			
	Constructions	Sur sol propre	Dont Composants	L9			KJ		KK		KL			
		Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1			KM		KN		KO			
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions *		Dont Composants	M2		KP	791	KQ		KR	1 160		
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			Dont Composants	M3		KS	31 059	KT		KU	2 299		
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *					KV	11 975	KW		KX			
		Matériel de transport*					KY	29 349	KZ		LA			
		Matériel de bureau et mobilier informatique					LB	249 561	LC		LD	34 723		
		Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG			
	Immobilisations corporelles en cours						LH		LI		LJ			
	Avances et acomptes						LK		LL		LM			
	TOTAL III						LN	322 737	LO		LP	38 183		
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M		8T			
Autres participations					8U		8V		8W					
Autres titres immobilisés					1P	3 250	1R		1S	3 149				
Prêts et autres immobilisations financières					1T	9 793	1U		1V	2 203				
TOTAL IV					1Q	13 043	1R		1S	5 353				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						0G	361 640	0H		0J	47 537			
CADRE B		IMMOBILISATIONS			Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence					
					par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice					
					1		2		3					
INCORP.	Frais d'établissement et de développement		TOTAL I	IN		C0		D0		D7				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		TOTAL II	IO		LV		LW	29 859	1X				
CORPORELLES	Terrains			IP		LX		LY		LZ				
	Constructions	Sur sol propre		IQ		MA		MB		MC				
		Sur sol d'autrui		IR		MD		ME		MF				
		Inst. gales, agencts et am. des constructions		IS		MG		MH	1 952	MI				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			IT		MJ		MK	33 359	ML				
	Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencts, aménagements divers			IU		MM		MN	11 975	MO			
		Matériel de transport			IV		MP		MQ	29 349	MR			
		Matériel de bureau et informatique, mobilier			IW		MS	21 933	MT	262 352	MU			
		Emballages récupérables et divers *			IX		MV		MW		MX			
	Immobilisations corporelles en cours			MY		MZ		NA		NB				
	Avances et acomptes			NC		ND		NE		NF				
	TOTAL III			IY		NG	21 933	NH	338 988	NI				
	FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence			IZ		0U		M7		0W			
Autres participations			I0		0X		0Y		0Z					
Autres titres immobilisés			I1		2B		2C	6 399	2D					
Prêts et autres immobilisations financières			I2		2E	3 119	2F	8 877	2G					
TOTAL IV			I3		NJ	3 119	NK	15 277	2H					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			I4		0K	25 052	0L	384 124	0M					

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

Exercice N clos le : 31/12/2023

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION Néant ☒ *

CADRE A	Détermination du montant des écarts (col. 1 – col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d’amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l’exercice [(col. 1 – col. 2) – col. 5 (5)]
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Au cours de l’exercice		Montant cumulé à la fin de l’exercice (4)	
			Montant des suppléments d’amortissement (2) 3	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4		
	1	2			5	6
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis j du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :

a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	
2 — FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... –	
3 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... =	

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION												Néant <input type="checkbox"/> *										
CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *																				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements au début de l'exercice			Augmentations : dotations de l'exercice			Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises			Montant des amortissements à la fin de l'exercice										
Frais d'établissement et de développement			CY				EL				EM				EN							
Fonds commercial			RE				RF				RI				RJ							
Autres immobilisations incorporelles			PE	24 600			PF	2 225			PG				PH	26 825						
TOTAL I			RK	24 600			RM	2 225			RN				RO	26 825						
Terrains			PI				PJ				PK				PL							
Constructions	Sur sol propre		PM				PN				PO				PQ							
	Sur sol d'autrui		PR				PS				PT				PU							
	Inst. générales, agencements, aménagement des constructions		PV	791			PW	215			PX				PY	1 007						
Installations techniques, matériel et outillage industriels			PZ	292			QA	6 834			QB				QC	7 126						
Autres	Inst. générales., agencements, aménagement divers		QD	9 839			QE	485			QF				QG	10 324						
	immobilisations corporelles	Matériel de transport		QH	19 515			QI	3 525			QJ				QK	23 040					
Matériel de bureau et informatique, mobilier		QL	191 112			QM	37 047			QN	21 933			QO	206 227							
Emballages récupérables et divers		QP				QR				QS				QT								
TOTAL II			QU	221 551			QV	48 107			QW	21 933			QX	247 725						
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)			ØN	246 151			ØP	50 333			ØQ	21 933			ØR	274 551						
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES																				
Immobilisations amortissables		DOTATIONS						REPRISES						Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice								
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres		Colonne 2 Mode dégressif		Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		Colonne 4 Différentiel de durée et autres		Colonne 5 Mode dégressif		Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel										
Frais établissements		M9			N1			N2			N3			N4			N5			N6		
Fonds commercial		RP			RQ			RR			RS			RT			RU			RV		
Autres immob. incor- porelles		N7			N8			P6			P7			P8			P9			Q1		
TOTAL I		RW			RX			RY			RZ			SB			SC			SD		
Terrains		Q2			Q3			Q4			Q5			Q6			Q7			Q8		
Constructions	Sur sol propre	Q9			R1			R2			R3			R4			R5			R6		
	Sur sol d'autrui	R7			R8			R9			S1			S2			S3			S4		
	Ins. gales, agenc et am. des const.	S5			S6			S7			S8			S9			T1			T2		
Inst. techniques mat. et outillage		T3			T4			T5			T6			T7			T8			T9		
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1			U2			U3			U4			U5			U6			U7		
	Matériel de transport	U8			U9			V1			V2			V3			V4			V5		
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6			V7			V8			V9			W1			W2			W3		
	Emballages récup. et divers	W4			W5			W6			W7			W8			W9			X1		
TOTAL II		X2			X3			X4			X5			X6			X7			X8		
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL III		NL							NM									NO				
Total général (I+II+III)		NP			NQ			NR			NS			NT			NU			NV		
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)		NW			Total général non ventilé (NS+NT+NU)				NY			Total général non ventilé (NW-NY)				NZ						
CADRE C																						
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*				Montant net au début de l'exercice				Augmentations				Dotations de l'exercice aux amortissements				Montant net à la fin de l'exercice						
Frais d'émission d'emprunt à étaler												Z9				Z8						
Primes de remboursement des obligations												SP				SR						

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Amortissements sur frais d'établissement annulés

Amortissements sur immobilisations transférées en stocks

CHANGEMENT DE METHODE

		au début de l'exercice	Correction +	Correction -	Total
		A	B	C	A + B - C
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		24 600			24 600
TOTAL I		24 600			24 600
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	791			791
Installations techniques, matériel et outillage industriels		292			292
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	9 839			9 839
	Matériel de transport	19 515			19 515
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	191 112			191 112
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL II		221 551			221 551
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)		246 151			246 151
Frais d'émission d'emprunt à étaler					

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

Néant ☐ *

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4	
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B	5 000	4C		4D	5 000
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obliga- tions similaires	4X	87 809	4Y	138 266	4Z		5A	226 075
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	E0		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	63 000	5W		5X	63 000	5Y	
	TOTAL II	5Z	150 809	TV	143 266	TW	63 000	TX	231 075
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations { – incorporelles – corporelles – titres mis en équivalence – titres de participation – autres immobilisa- tions financières (1) *	6A		6B		6C		6D	
		6E		6F		6G		6H	
		02		03		04		05	
		9U		9V		9W		9X	
		06		07		08		09	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	19 105	6U	21 536	6V	18 500	6W	22 141
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	19 105	TY	21 536	TZ	18 500	UA	22 141
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	169 914	UB	164 802	UC	81 500	UD	253 216
Dont dotations et reprises { – d'exploitation – financières – exceptionnelles				UE	164 802	UF	81 500		
				UG		UH			
				UJ		UK			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I								10	

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
---	--

[illegible]

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION										Néant <input type="checkbox"/> *				
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES				Montant brut 1			A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3			
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				UL				UM			UN		
	Prêts (1) (2)				UP				UR			US		
	Autres immobilisations financières				UT	8 877			UV			UW	8 877	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux				VA									
	Autres créances clients				UX	2 796 875			2 796 875					
	Créance représentative de titres (Provision pour dépréciation prêtés ou remis en garantie * (antérieurement constituée* UO)				ZI									
	Personnel et comptes rattachés				UY	243			243					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				UZ									
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			VM	56 183			56 183					
		Taxe sur la valeur ajoutée			VB	1 765			1 765					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés			VN									
		Divers			VP									
	Groupe et associés (2)				VC									
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)				VR	816			816					
	Charges constatées d'avance				VS	22 640			22 640					
	TOTAUX				VT	2 887 403			VU	2 878 525		VV	8 877	
RENOIS	(1)	Montant des	– Prêts accordés en cours d'exercice		VD									
			– Remboursements obtenus en cours d'exercice		VE									
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF										
CADRE B		ÉTAT DES DETTES				Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'1 an et 5 ans au plus 3		A plus de 5 ans 4		
Emprunts obligataires convertibles (1)				7Y										
Autres emprunts obligataires (1)				7Z										
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine			VG										
	à plus d'1 an à l'origine			VH	107 604		44 295		63 308					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				8A										
Fournisseurs et comptes rattachés				8B	155 777		155 777							
Personnel et comptes rattachés				8C	361 919		361 919							
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				8D	182 805		182 805							
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			8E										
	Taxe sur la valeur ajoutée			VW	196 985		196 985							
	Obligations cautionnées			VX										
	Autres impôts, taxes et assimilés			VQ	16 200		16 200							
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				8J										
Groupe et associés (2)				VI										
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)				8K	11 753		11 753							
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *				ZZ										
Produits constatés d'avance				8L	1 905 390		1 905 390							
TOTAUX				VY	2 938 437		VZ	2 875 128		63 308				
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ			(2)	Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques		VL				
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK	43 973		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032							

Designation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION										Néant <input type="checkbox"/>		* Exercice N, clos le : 31/12/2023			
I. RÉINTÉGRATIONS										BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE		WA	148 915		
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)										WB				
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39-4 du C.G.I.) Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) Amendes et pénalités	WD		Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles		WE		XE							
		WF		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)		WG									
		RA		(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)		RB									
		WI	138 266	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067-BIS)		XX		XW	139 091						
		WJ	825	Charges financières (art. 39-1-3° et 212 bis) *		XZ									
		Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*										XY			
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)										I7	41 516			
Quote-part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE		WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI		L7		K7						
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme		{ - imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 %							I8					
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*				{ - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions				WN						
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l'IS)										XR				
	Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *		Intérêts excédentaires (art. 39-1-3 et 212 du C.G.I.)		SU		Zones d'entreprises* (activité exonérée)		SW		WQ	2 979			
										Quote-part de 12 % des plus-values à taux zéro		M8			
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage										Y1					
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage										Y3					
										TOTAL I	WR	332 501			
II. DÉDUCTIONS										PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE		WS			
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *										WT					
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III)										WU	63 000				
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme	{ - imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu) - imposées au taux de 0 % - imposées au taux de 19% - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs										WV			
												WH			
												WP			
												WW			
												XB			
												I6			
	Autres plus-values imposées au taux de 19 %														
	Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*										WZ				
Régime des sociétés mères et des filiales * (Quote-part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation										2A		XA			
Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % (art. 223 B du CGI)										ZX					
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*.										ZY				
	Majoration d'amortissement*										XD				
	Abattement sur le bénéfice et exonérations*	Reprise d'entreprises en difficultés (44 septies)	K9		Entreprises nouvelles (44 sexies)	L2		Jeunes entreprises innovantes (44 sexies A)	L5		XF				
		Zone franche urbaine -TE (art. 44 octies A)	ØV		Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C)	K3		Zone de restructuration de la défense (44 terdecies)	PA						
		Bassin urbain à dynamiser (art 44 sexdecies)	PP		Bassin d'emploi à redynamiser (44 duodecies)	IF		Zone franche d'activités NG (44 quaterdecies)	XC						
				Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)	PC		Zone de développement prioritaire (art. 44 septdecies)	PB							
Écarts de valeurs liquidatives sur OPC* (entreprises à l'IS)										XS					
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	Dont déduction exceptionnelle (art. 39decies)	X9		Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies F)		YI		XG	79 287						
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies A)	YA		Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies G)		YL									
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies B)	YB		Dont deduct° exception. simulateur de conduite (art 39 decies E)		YH									
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies C)	YC		Créance dégagée par le report en arriere de déficit		ZI									
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 decies D)	YD													
	Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage										Y2				
III. RÉSULTAT FISCAL										TOTAL II	XH	142 287			
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :										XI	190 214				
												XJ			
Déficit de l'exercice reporté en arriere (entreprises à l'IS)*										ZL					
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*												XL			
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)										XN	190 214	XO			

ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

[illegible]

ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION				Néant <input type="checkbox"/> *	
I. SUIVI DES DÉFICITS					
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)			K4		
Déficits transférés de plein droit (art. 209-II-2 du CGI)		K4bis	Nombre d'opérations sur l'exercice (2)		K4ter
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058-A)			K5		
Déficits reportables (différence K4+K4bis-K5)			K6		
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)			YJ		
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)			YK		
II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES					
Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-I. 1 ^e bis Al. 1 ^{er} du CGI, dotations de l'exercice			ZT	280 616	
III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT					
(à détailler sur feuillet séparé)			Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-I. 1 ^e bis Al. 2 du CGI *			ZV		ZW
Provisions pour risques et charges *					
Prov IFC rattachement syntec			8X	138 266	8Y
Reprise prov compl IFC / decision C			8Z		9A 63 000
			9B		9C
Provisions pour dépréciation *					
			9D		9E
			9F		9G
			9H		9J
Charges à payer					
			9K		9L
			9M		9N
			9P		9R
			9S		9T
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :			YN	138 266	YO 63 000
			↓		↓
			ligne WI		ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 septies du CGI)				
* Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice		Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1			

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

(2) Indiquer, sur un feuillet séparé, l'identification, opération par opération, du nom de la société (et son n° siren) dont proviennent les déficits et le montant du transfert.

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION										Néant <input type="checkbox"/> *			
ORIGINES	Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie			0C		AFFECTATIONS	Affectations aux réserves { - Réserve légale - Autres réserves		ZB				
	Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie			0D	95 973				ZD				
	Prélèvements sur les réserves			0E					ZE	95 973			
									ZF				
	TOTAL I			0F	95 973					ZG			
												ZH	95 973
RENSEIGNEMENTS DIVERS										Exercice N :			
ENGAGEMENTS	- Engagements de crédit-bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail					J7			YQ				
	- Engagements de crédit-bail immobilier								YR				
	- Effets portés à l'escompte et non échus								YS				
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	- Sous-traitance								YT	407 733			
	- Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois					J8			XQ	130 349			
	- Personnel extérieur à l'entreprise								YU				
	- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)								SS	27 708			
	- Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages								YV				
	- Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles					ES	4 789		ST	295 698			
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052								ZJ	861 489			
IMPÔTS ET TAXES	- Taxe professionnelle *, CFE, CVAE								YW	5 859			
	- Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers					ZS			9Z	52 694			
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052								YX	58 553			
T.V.A.	- Montant de la T.V.A. collectée								YY	509 312			
	- Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations								YZ	82 251			
DIVERS	- Montant brut des salaires *								0B	1 651 561			
	- Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *								0S				
	- Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *								ZK	%			
	- Numéro du centre de gestion agréé *			XP		- Filiales et participations: (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI)			Si oui cocher 1 Sinon 0 ZR 0				
	- Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice								RG				
	- Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217octies								RH				
RÉGIME DE GROUPE*	Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.		JA		Plus-values à 15%	JK		Plus-values à 0%	JL				
					Plus-values à 19%	JM		Imputations	JC				
	Groupe : résultat d'ensemble.		JD		Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO				
					Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF				
	Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale		JH		N° SIRET de la société mère du groupe		JJ						

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

Néant ☐ *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

Nature et date d'acquisition des éléments cédés*		Valeur d'origine*	Valeur nette réévaluée*	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt	Autres amortissements*	Valeur résiduelle
①		②	③	④	⑤	⑥
I. Immobilisations*	1	ecran iiyama pro lite e2207 30/06/2010	165	165		
	2	ecran iiyama pro lite e2207 30/06/2010	165	165		
	3	ecran iiyama pro lite plb22 30/06/2010	185	185		
	4	parc informatique 5macbook+ 13/05/2011	10 550	10 550		
	5	MACBOOK PRO CORE I5 13POUCE 19/08/2015	9 603	9 603		
	6	imac fcoulon 21/01/2010	1 265	1 265		
	7					
	8					
	9					
	10					
	11					
	12					

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées*

Prix de vente			Montant global de la plus-value ou de la moins-value	Court terme	Long terme			Plus-values taxables à 19 % (1)
					⑩			
⑦			⑧	⑨	19 %	15 % ou 12,8 %	0 %	⑪
I. Immobilisations*	1	12	12	12				
	2	12	12	12				
	3	14	14	14				
	4	801	801	801				
	5	729	729	729				
	6	96	96	96				
	7							
	8							
	9							
	10							
	11							
	12							
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+					
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+					
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+					
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+					
	17	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice						
	18	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme						
	19	Divers (détail à donner sur une note annexe) *						
	CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne) ⑨			1 666				
	CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 19de la colonne) ⑩			(A)	(B) (ventilation par taux)			(C)
	CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % ⑪							

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION					Néant	<input checked="" type="checkbox"/>	*
A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME (à l'exclusion des plus-values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)							
Origine		Montant net des plus-values réalisées*	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer		
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie						
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)						
	sur 10 ans						
	sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)						
	TOTAL 1						
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer		
	sur 3 ans au titre de	N-1					
		N-2					
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI) (à préciser) au titre de :	N-1					
		N-2					
		N-3					
		N-4					
		N-5					
		N-6					
		N-7					
		N-8					
		N-9					
	TOTAL 2						
B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS Cette rubrique ne comprend pas les plus-values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.							
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Plus-values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement) </div> <div> <input type="checkbox"/> Plus-values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés) </div> </div>							
Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer			
TOTAL							

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

Néant☒

① Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés

② Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ① ou 12,8 % ② .

Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies*-0 bis du CGI) ① *.

Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a *sexies*-0 du CGI) ① *.

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine ①		Moins-values à 12,8 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % ③	Solde des moins-values à 12,8 % ④
Moins-values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1			
	N-2			
	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine ①		Moins-values		Imputations sur les plus-values à long terme À 15 % ④	Imputations sur le résultat de l'exercice ⑤	Solde des moins-values à reporter col ⑥= ②+③-④-⑤ ⑥
		À 19 % ou à 15 % ②	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice ③			
Moins-values nettes	N					
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1					
	N-2					
	N-3					
	N-4					
	N-5					
	N-6					
	N-7					
	N-8					
	N-9					
	N-10					

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise :ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION					Néant <input checked="" type="checkbox"/> *		
I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N							
			Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme				
			taxées à 10 %	taxées à 15 %	taxées à 18 %	taxées à 19 %	taxées à 25 %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N – 1)		1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice		2					
TOTAL (lignes 1 et 2)		3					
Prélèvements opérés	{ – donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés – ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
		5					
TOTAL (lignes 4 et 5)		6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 – ligne 6)		7					
II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5°,6°,7° alinéas de l'art. 39-1-5° du CGI)							
montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤			
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise : ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01/01/2023 et clos le : 31/12/2023

Durée en nombre de mois 12

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel	YP	41
Dont apprentis	YF	
Dont handicapés	YG	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	RL	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

I Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	OA	2 520 620
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges	OT	
TOTAL 1	OX	2 520 620

II Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)	OH	5 013
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues	OF	1 127 674
Variation positive des stocks	OD	27 549
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	25 142
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 2	OM	1 185 379

III Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	ON	402 289
Variation négative des stocks	OQ	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances	OR	330 396
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	OZ	
Autres charges de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)	OW	19 322
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante	OY	
TOTAL 3	OJ	752 009

IV Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée	TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3	OG	2 953 989
-----------------------------	-----------------------------	----	-----------

V Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330-CVAE pour multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF). Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF)	SA	2 953 989
---	----	-----------

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre. Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE, veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330 CVAE.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE	EV	X																							
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois)																			GX	2 520 620					
Effectifs au sens de la CVAE																			EY	41					
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)																			HX						
Période de référence	GY	0	1	/	0	1	/	2	0	2	3	GZ	3	1	/	1	2	/	2	0	2	3			
Date de cessation												HR			/			/							

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

11

(1)

Néant

X

EXERCICE CLOS LE

31/12/2023

N° SIRET

3 2 4 5 1 0 9 0 8 0 0 0 5 0

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE

ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

ADRESSE (voie)

75 voie du toec

CODE POSTAL

31300

VILLE

TOULOUSE

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise

P1

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P3

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise

P2

Nombre total de parts ou d'actions correspondantes

P4

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Nb de parts ou actions

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2)

Nom de famille

Prénom(s)

Nom d'usage

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance : Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Titre (2)

Nom de famille

Prénom(s)

Nom d'usage

% de détention

Nb de parts ou actions

Naissance : Date

N° Département

Commune

Pays

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire
(art. 58 de l'ann. III au C.G.I.)

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1

1

(1)

Néant

X

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

N° SIRET 32451090800050

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION

ADRESSE (voie) 75 voie du toec

CODE POSTAL 31300 VILLE TOULOUSE

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

Forme juridique

Dénomination

N° SIREN (si société établie en France)

% de détention

Adresse :

N°

Voie

Code Postal

Commune

Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DE L'EXERCICE

2069RCI

ASSOCIATION SOLAGRO ASSOCIATION
324510908 IS1

Au titre de l'année N

Régime d'intégration fiscale (article 223 A du CGI) : La société mère du groupe doit souscrire le formulaire N° 2069RCI pour chacune des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration (article 49 septies Q de l'annexe III au CGI). Si vous êtes la société mère, cocher la case		
Désignation et n° siren de la société membre de groupe pour laquelle les réductions et crédits d'impôts sont déclarés. (y compris pour les crédits et réductions d'impôts de la société mère)	Néant	
	PME au sens communautaire	X

I – REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant
Réduction d'impôt au titre du mécénat	1 787

Réduction d'impôt en faveur du mécénat – montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'UE ou de l'EEE	
Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris	
Dont montant versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME	

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)

Dont montant préfinancé	
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte	
Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141-30 du code du travail	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés	

II – CREDITS D'IMPOTS AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D' UNE DECLARATION SPECIALE

Crédit d'impôt	Montant
CI en faveur de la recherche	79 287

Crédit d'impôt en faveur de la recherche – dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM
PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT – Autres crédits d'impôts)

--

III – CAS PARTICULIERS

Crédit d'impôt		Montant
CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N		
CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois		

Annexe à la 2069RCI pour les entreprises ayant effectué au cours de l'exercice plus de 10 000 € de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du code général des impôts.

IV – MECENAT – LISTE DES BENEFICIAIRES FINAUX

Montant des dons	Date de versement	Bénéficiaire		Intermédiaire		Valeur de la contrepartie
		N° SIREN ou RNA	Nom et adresse	N° SIREN ou RNA	Nom et adresse	

Crédit d'impôt recherche
(art 244 quater B du CGI) et crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative (article 244 quater B bis du CGI)

Désignation, adresse, siren de la société membre de groupe ou de la société tête de groupe pour lequel le formulaire est déposé					
Adresse du principal établissement 75 voie du toec 31300 TOULOUSE			Ancienne adresse en cas de changement		
Exercice ouvert le ¹	01/01/2023		et clos le	31/12/2023	
Activités	T2	Code NACE		SIREN	
• Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés (Article 223 A du CGI)*			CX	<input type="checkbox"/>	
N° SIREN de la société mère					
Nombre de sociétés du groupe (y compris la société mère) pour lesquelles une déclaration 2069-A-SD est ou sera déposée,					
Montant des crédits d'impôts du groupe				DX	
Dont crédit d'impôt recherche (CIR)				DX1	
Dont crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative (CRC)				DX2	
Entreprises ayant engagé pour la 1ère fois des dépenses de recherche en 2023				AZ	<input type="checkbox"/>
• Entreprises nouvelles créées en N-1	BZ	<input type="checkbox"/>	Préciser la date de début d'activité (cf notice)		
• PME au sens communautaire*	KZ	<input checked="" type="checkbox"/>	Préciser si entreprise autonome, partenaire et/ou liée (cf notice) AUT		
• Chiffre d'affaires HT	DZ	2 520 620			
• Nombre de salariés	CZ	41		• Nombre de chercheurs et techniciens	EZ 30
• Sociétés de personnes n'ayant pas opté pour l'IS*	IZ	<input type="checkbox"/>	• Nombre de "jeunes docteurs" (si dépenses déclarées ligne I-5)	FZ	• Société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI)* GZ <input type="checkbox"/>

*Cocher la case correspondante

Crédit d'impôt pour dépenses de recherche prévu à l'article 244 quater B du CGI

I - Dépenses de recherche ouvrant droit au crédit d'impôt (CIR - Recherche)		Année civile	2023
A. Dépenses relatives à des opérations de recherche réalisées en propre par l'entreprise			
Dotations aux amortissements des immobilisations affectées à la recherche	1		
Dotations aux amortissements pour les immobilisations sinistrées	2		
Dépenses de personnel relatives aux chercheurs et techniciens de recherche (sauf dépenses lignes 4 et 5)	3	212	131
Rémunérations et justes prix au profit des salariés auteurs d'une invention résultant d'opérations de recherche	4		
Dépenses de personnel relatives aux jeunes docteurs (à indiquer pour le double de leur montant pour les vingt-quatre premiers mois suivant leur premier recrutement)	5		
Autres dépenses de fonctionnement (hors frais de collection) : (ligne 1 x 75 %) + [(ligne 3 + ligne 4) x 43 %] + ligne 5	6	91	216

¹ Le crédit d'impôt est calculé par référence aux dépenses exposées au cours de l'année civile. En cas de clôture d'exercice en cours d'année, le montant du crédit d'impôt est calculé en prenant en compte les dépenses éligibles exposées au titre de l'année d'ouverture de l'exercice.

Montant total des dépenses de fonctionnement : (ligne 1 + ligne 2 + ligne 3 + ligne 4 + ligne 5 + ligne 6)	7	303 347
Frais de prise et maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)	8	
Dépenses de défense de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV)	9	
Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et du développement expérimental et de certificats d'obtention végétale (COV)	10	
Dépenses liées à la normalisation (à indiquer pour la moitié de leur montant cf. notice)	11	
Primes et cotisations ou part des primes et cotisations afférentes à des contrats d'assurance de protection juridique prévoyant la prise en charge des dépenses exposées dans le cadre de litiges portant sur un brevet ou un certificat d'obtention végétale dont l'entreprise est titulaire dans la limite de 60 000 €	12	
Dépenses de veille technologique dans la limite de 60 000 €	13	
Montant total des dépenses de recherche réalisées par l'entreprise (ligne 7 + ligne 8 + ligne 9 + ligne 10 + ligne 11 + ligne 12 + ligne 13)	14	303 347

B. Dépenses relatives à des opérations de recherche externalisées auprès de certains organismes ²
(joindre la liste des organismes à partir du formulaire n° 2069-A-2-SD)

Dépenses afférentes aux opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés avec un lien de dépendance en France :	15a	
	à l'étranger ³ :	
Dépenses afférentes aux opérations confiées à des organismes de recherche privés ou experts scientifiques ou techniques agréés sans lien de dépendance en France :	16a	1 552
	à l'étranger ³ :	
Montant total des dépenses de recherche externalisée auprès d'organismes de recherche ou experts scientifiques ou techniques agréés : (ligne 15a + ligne 15b + ligne 16a + ligne 16b)	17	1 552
Plafonnement des dépenses de recherche externalisée auprès d'organismes de recherche ou experts scientifiques ou techniques agréés Si ligne 17 inférieure à (ligne 14 x 3), reporter le montant indiqué ligne 17 Si ligne 17 supérieure à (ligne 14 x 3), reporter le résultat du calcul précité	18	1 552
Plafonnement spécifique des dépenses de recherche externalisée auprès d'organismes avec un lien de dépendance Si la somme des lignes 15a, 15b (dans la limite du montant figurant ligne 18) n'excède pas 2 000 000 €, reporter ce montant en ligne 19 Si la somme des lignes 15a, 15b (dans la limite du montant figurant ligne 18) excède 2 000 000 €, reporter 2 000 000 € en ligne 19	19	
Plafonnement spécifique des dépenses de recherche externalisée auprès d'organismes sans lien de dépendance Si (ligne 16a + ligne 16b) [dans la limite du montant suivant : (ligne 18 – ligne 19)] n'excède pas 10 000 000 €, reporter ce montant en ligne 20 Si (ligne 16a + ligne 16b) [dans la limite du montant suivant : (ligne 18 – ligne 19)] excède 10 000 000 €, reporter 10 000 000 € ligne 20	20	1 552
Montant total des dépenses de recherche externalisée après plafonnements (ligne 19 + ligne 20 dans la limite de 10 000 000 €)	21	1 552

² Ouvrent droit au crédit d'impôt les seules opérations de recherche externalisées réalisées directement par des organismes éligibles agréés, de premier ou second rang (BOI-BIC-RICI-10-10-20-30 II-B § 175 et 177)

³ Les prestataires publics ou privés peuvent être implantés en France, dans un État membre de l'Union Européenne ou de l'Espace économique européen (UE, Norvège, Islande et Liechtenstein).

C. Montant total des dépenses de recherche		
Montant des dépenses de recherche ouvrant droit au crédit d'impôt (CIR–Recherche) (ligne 14+ ligne 21)	22	304 899
Montant des subventions publiques remboursables ou non ⁴	23a	40 609
Pour les prestataires, le montant des dépenses exposées pour la réalisation des opérations de recherche pour le compte de tiers	23b	
Dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt ⁵	24	
Montant des remboursements de subventions publiques ⁶	25	
Montant net total des dépenses de recherche (ligne 22 – ligne 23a – ligne 23b – ligne 24 + ligne 25)	26a	264 290
Dont montant net des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer	26b	

II - Dépenses de collection ouvrant droit au crédit d'impôt (CIR - Collection)		Année civile 2023
Frais de collection	27	
Frais de défense des dessins et modèles dans la limite de 60 000 €	28	
Total des dépenses de collection (ligne 27 + ligne 28)	29	
Montant des subventions publiques remboursables ou non ⁵	30	
Dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt ⁶	31	
Montant des remboursements de subventions publiques ⁷	32	
Montant net total des dépenses de collection (ligne 29 – ligne 30 – ligne 31 + ligne 32)	33a	
Dont montant net des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM	33b	

MONTANT NET TOTAL DES DÉPENSES DE RECHERCHE ET DE COLLECTION (ligne 26a + ligne 33a)	34a	264 290
Dont montant net des dépenses de recherche et de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 26b + ligne 33b)	34b	

III - Calcul du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection		
A. Lorsque la somme des dépenses portées lignes 34a et 87 n'excède pas 100 000 000 €		
Détermination du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche (CIR – Recherche)		
Montant net total des dépenses de recherche (report de la ligne 26a)	35a	264 290
Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM (report de la ligne 26b)	35b	
Montant du crédit d'impôt [(ligne 35a – ligne 35b) x 30 %] + (ligne 35b x 50 %) ⁷	36	79 287
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 92a)	37	
Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 36 + ligne 37)	38a	79 287
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche exposées dans les exploitations situées dans un DOM	38b	

⁴ Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

⁵ Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000€ hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf notice).

⁶ Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

⁷ Ce taux est de 50 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un DOM

Détermination du crédit d'impôt au titre des dépenses de collection (CIR – Collection)		
Montant net total des dépenses de collection (<i>report de la ligne 33a</i>)	39a	
Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans les exploitations situées dans un département d'outre-mer (<i>report de la ligne 33b</i>)	39b	
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection avant plafonnement de minimis [(ligne 39a – ligne 39b) x 30 %] + (ligne 39b x 50%) ⁸	40	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (<i>reporter le montant indiqué ligne 92b</i>)	41	
Montant total du crédit d'impôt pour dépenses de collection avant plafonnement de minimis (ligne 40 + ligne 41)	42a	
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM avant plafonnement de minimis	42b	
Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis	43	
Montant cumulé du crédit d'impôt et des aides de minimis (ligne 42a + ligne 43)	44	
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement de minimis : Si le montant ligne 43 est égal à 200 000 €, reporter zéro ligne 45a Si le montant ligne 44 est inférieur à 200 000 €, reporter le montant déterminé ligne 42a à la ligne 45a Si le montant ligne 44 est supérieur à 200 000 €, reporter (200 000 € – montant ligne 43) à la ligne 45a	45a	0
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM après plafonnement	45b	
Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 38a + ligne 45a)	46a	79 287
Dont montant total du crédit d'impôt pour dépenses de recherche et de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 38b + ligne 45b)	46b	

B. Lorsque la somme des dépenses portées lignes 34a et 87 est supérieure à 100 000 000 €

DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE RECHERCHE

Montant net total des dépenses de recherche limité à 100 000 000 € – dépenses de recherche collaborative (<i>montant indiqué ligne 26a dans la limite de 100 000 000 € – ligne 87</i>)	47a	
Dont montant net total des dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un département d'outre-mer (<i>report de la ligne 26b dans la limite de 100 000 000 € – ligne 87</i>)	47b	
Montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche [(l. 47a – l. 47b) x 30 %] + (l. 47b x 50%) ⁹	48	
Indiquer la part des dépenses de recherche supérieure à 100 000 000 € – dépenses de recherche collaborative (ligne 26a – 100 000 000 € – ligne 87)	49	
Déterminer le montant du crédit d'impôt relatif à la fraction supérieure à 100 000 000 € – dépenses de recherche collaborative (ligne 49 x 5%)	50	
Montant total du crédit d'impôt (ligne 48 + ligne 50)	51	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (<i>reporter le montant indiqué ligne 92a</i>)	52	
Montant du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche (ligne 51 + ligne 52)	53a	
Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de recherche exposées dans des exploitations situées dans un DOM	53b	

DÉTERMINATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES DÉPENSES DE COLLECTION

Montant net total des dépenses de collection (<i>report du montant porté ligne 33a</i>)	54a	
Dont montant net total des dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (<i>report de la ligne 33b</i>)	54b	
Plafond disponible (100 000 000 € – ligne 87 – ligne 47a)	55	
Crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées par l'entreprise [(ligne 54a dans la limite de la ligne 55 – ligne 54b dans la limite de la ligne 55) x 30 %] + (ligne 54b dans la limite de la ligne 55 x 50 %) ⁹	56	
Lorsque la part des dépenses de collection excède le plafond disponible [(ligne 54a – ligne 55) > 0] le crédit d'impôt est calculé au taux de 5 % [(ligne 54a – ligne 55) x 5 %]	57	
Crédit d'impôt pour dépenses de collection avant plafonnement de minimis (ligne 56 + ligne 57)	58	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (<i>reporter le montant indiqué ligne 92b</i>)	59	
Montant du crédit d'impôt avant plafonnement de minimis (ligne 58 + ligne 59)	60	
Montant des aides de minimis accordées à l'entreprise dans les conditions du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission, du 18 décembre 2013, relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis	61	
Montant cumulé du crédit d'impôt et des aides de minimis (ligne 60 + ligne 61)	62	

Montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection après plafonnement de minimis : <i>Si le montant ligne 61 est égal à 200 000 €, reporter zéro ligne 63a</i> <i>Si le montant ligne 62 est inférieur à 200 000 €, reporter le montant déterminé ligne 60 à la ligne 63a</i> <i>Si le montant ligne 62 est supérieur à 200 000 €, reporter (200 000 € – ligne 61) à la ligne 63a</i>	63a	0
<i>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM</i>	63b	
Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection (ligne 53a + ligne 63a)	64a	
Dont montant du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche et de collection exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 53b + ligne 63b)	64b	

IV - Dépenses d'innovation ouvrant droit au crédit d'impôt (CIR - Innovation) ⁸		
Détermination du crédit d'impôt au titre des dépenses d'innovation	Année civile 2023	
Dotations aux amortissements des immobilisations affectées aux opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits	65	
Dépenses de personnel affecté à la réalisation d'opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits	66	
Dotations aux amortissements, frais de prise et de maintenance de brevets et de certificats d'obtention végétale (COV), frais de dépôt de dessins et modèles	67	
Frais de défense des brevets, certificats d'obtention végétale (COV), dessins et modèles	68	
Opérations confiées à des entreprises ou bureaux d'études et d'ingénierie agréés	69	
Montant total des dépenses d'innovation (ligne 65 + ligne 66 + ligne 67 + ligne 68 + ligne 69)	70	
Montant total des dépenses d'innovation après plafonnement (ligne 70 dans la limite de 400 000 €)	71	
Montant des subventions publiques remboursables ou non ⁹	72	
Pour les prestataires, montant des sommes au titre des travaux d'innovation qui leur ont été confiées	73	
Montant des dépenses exposées auprès de tiers au titre de prestations de conseil pour l'octroi du bénéfice du crédit d'impôt ¹⁰	74	
Montant des remboursements de subventions publiques ¹¹	75	
Montant net des dépenses d'innovation (ligne 71 – ligne 72 – ligne 73 – ligne 74 + ligne 75)	76a	
Dont montant net des dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées dans un DOM	76b	
Dont montant net des dépenses d'innovation exposées par les micro et petites entreprises dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse	76c	
Dont montant net des dépenses d'innovation exposées par les moyennes entreprises dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse	76d	
Montant du crédit d'impôt au titre des dépenses d'innovation [(ligne 76a – ligne 76b – ligne 76c – ligne 76d) x 30 %] + (ligne 76b x 60%) + (ligne 76c x 40%) + (ligne 76d x 35%) ¹²	77	
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 91c)	78	
Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses d'innovation (ligne 77 + ligne 78)	79a	
<i>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées dans un DOM</i>	79b	
<i>Dont montant du crédit d'impôt pour dépenses d'innovation exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse</i>	79c	

Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche, de collection et d'innovation (ligne 46a ou 64a + ligne 79a)	80a	79 287
Dont montant du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche, de collection et d'innovation exposées dans des exploitations situées dans un DOM (ligne 46b ou 64b + ligne 79b)	80b	

⁸ Sont prises en compte dans l'assiette du crédit d'impôt les seules dépenses d'innovation exposées par les petites et moyennes entreprises (PME) au sens du droit de l'Union européenne.

⁹ Les subventions publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces avances ou subventions ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au III de l'article 244 quater B du CGI. (BOI-BIC-RICI-10-10-30-20 § 10).

¹⁰ Le montant des dépenses à déduire correspond soit au montant total des rémunérations allouées en contrepartie de ces prestations fixées proportionnellement au montant du crédit d'impôt obtenu par l'entreprise, soit le montant des dépenses exposées autres que les rémunérations proportionnelles excédant 15 000 € hors taxes ou 5 % du montant des dépenses éligibles au crédit d'impôt minoré des subventions publiques (cf. notice).

¹¹ Le montant des remboursements de subventions publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où la subvention remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

¹² Ce taux est de 40 % pour les dépenses exposées à compter du 1er janvier 2015 dans des exploitations situées dans un DOM. Ce taux est porté respectivement à 35 % pour les moyennes entreprises et à 40 % pour les petites entreprises pour les dépenses exposées dans des exploitations situées sur le territoire de la collectivité de Corse.

Crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative prévu à l'article 244 quater B bis du CGI

V - Dépenses de recherche collaborative ouvrant droit au crédit d'impôt (CRC)		Année civile	2023
Dépenses facturées par des organismes de recherche et de diffusion des connaissances agréés dans le cadre d'un contrat de collaboration de recherche effective (Joindre la liste des organismes à partir du formulaire n° 2069-A-3-SD)	81		
Dont dépenses éligibles afférentes aux opérations réalisées directement par des organismes de recherche et de diffusion des connaissances agréés (de premier ou second rang) ¹³	en France :	82a	
	à l'étranger :	82b	
Montant total des dépenses de recherche collaborative éligibles après plafonnement Si (ligne 82a + ligne 82b) n'excède pas 6 000 000 €, reporter ce montant ligne 83 Si (ligne 82a + ligne 82b) excède 6 000 000 €, reporter 6 000 000 € ligne 83	83		
Montant des aides publiques remboursables ou non ¹⁴	84		
Montant des remboursements des aides publiques ¹⁵	85		
Montant net des dépenses de recherche collaborative (ligne 83 – ligne 84 + ligne 85)	86		
Dont montant net des dépenses de recherche collaborative exposées par les PME	87		
Montant du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche collaborative [(ligne 86 – ligne 87) x 40%] + (ligne 87 x 50%)	88		
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés (reporter le montant indiqué ligne 91d)	89		
Montant total du crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche collaborative (ligne 88 + ligne 89)	90		

VI - CADRE À SERVIR PAR LES ENTREPRISES DÉCLARANTES QUI DÉTIENNENT DES PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS

Nom et adresse des sociétés de personnes ou groupements assimilés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt							
		CIR						CRC	
		Pour dépenses de recherche	Pour dépenses de collection	Pour dépenses d'innovation	Pour dépenses de recherche collaborative				
TOTAL		91a		91b		91c		91d	

VII - CADRE À SERVIR POUR LA RÉPARTITION DU CRÉDIT D'IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS MEMBRES DE SOCIÉTÉS DE PERSONNES OU GROUPEMENTS ASSIMILÉS

Nom et adresse des associés membres de sociétés de personnes et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part du crédit d'impôt							
		CIR						CRC	
		Pour dépenses de recherche	Pour dépenses de collection	Pour dépenses d'innovation	Pour dépenses de recherche collaborative				
TOTAL		92a		92b		92c		92d	

VIII - UTILISATION DE LA CRÉANCE ¹⁶**VIII-1. Entreprises à l'impôt sur les sociétés :**

reporter le montant des crédits d'impôt déterminés lignes 79a et 89 sur le relevé de solde n° 2572-SD et les montants déterminés lignes 79a, 79b et 89 sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD

VIII-2. Entreprises à l'impôt sur le revenu :

reporter le montant des crédits d'impôt déterminés ligne 79a et 89 sur la déclaration de revenus n° 2042-C-PRO et les montants déterminés lignes 79a, 79b et 89 sur la déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069-RCI-SD

VIII-3 Mobilisation de créance auprès d'un établissement de crédit

Montant des créances de CIR dont la mobilisation est demandée	93	
Montant des créances de CRC dont la mobilisation est demandée	94	

Les demandes de remboursement immédiat ou à l'issue de la période d'imputation du crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur les sociétés sont formulées sur l'imprimé n° 2573-SD par voie dématérialisée ou sur l'imprimé n° 2573-SD disponible sur le portail fiscal www.impots.gouv.fr.

¹³ Les opérations de recherche prévues au contrat de collaboration sont réalisées directement par les organismes de recherche agréés avec lesquels l'entreprise à conclu ledit contrat. Par dérogation, peuvent ouvrir droit au crédit d'impôt, les dépenses afférentes à certains travaux dont la réalisation est confiée par les organismes de recherche parties au contrat de collaboration à d'autres organismes de recherche agréés (BOI-BIC-RICI-10-15-20, II-C § 300 à 400).

¹⁴ Les aides publiques, remboursables ou non, doivent être déduites de la base de calcul du crédit d'impôt calculé au titre de l'année ou des années au cours de laquelle ou desquelles les dépenses éligibles, que ces aides ont vocation à couvrir, sont exposées, conformément au 1 du B du II de l'article 244 quater bis du CGI (BOI-BIC-RICI-10-15-30, I-C-3 § 120 à 150).

¹⁵ Le montant des remboursements d'aides publiques doit être multiplié par le rapport existant entre le taux du crédit d'impôt de l'année où l'aide remboursable a été déduite et le taux du crédit d'impôt de l'année où elle est remboursée partiellement ou totalement.

¹⁶ Sagissant des sociétés relevant du régime de groupe prévu à l'article 223 A du CGI, la société mère joint les déclarations spéciales des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration au relevé de solde n° 2572-SD relatif au résultat d'ensemble. Le crédit d'impôt de chaque société du groupe est porté sur la déclaration n° 2058-CG

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

CRÉDIT D'IMPÔT POUR DÉPENSES DE RECHERCHE - ETATS ANNEXES

Désignation, adresse, siren de la société membre de groupe ou de la société tête de groupe pour lequel le formulaire est déposé					
Adresse du principal établissement 75 voie du toec 31300 TOULOUSE			Ancienne adresse en cas de changement		
Exercice ouvert le	01/01/2023		et clos le	31/12/2023	
Activités	T2	Code NACE		SIREN	

I – Obligations déclaratives pour les entreprises dont le montant des dépenses de recherche exposées en 2023 et éligibles au crédit d’impôt, au sens de l’article 244 quater B du code général des impôts, est supérieur à 10 millions d’euros et n’excédant pas 100 millions d’euros doivent renseigner le tableau suivant :

Part de titulaires d'un doctorat financés par ces dépenses ou recrutés sur leur base	Nombre d'équivalents temps plein correspondant	Rémunération moyenne de ces titulaires d'un doctorat

II – Les entreprises dont le montant des dépenses de recherche exposées en au titre de l’année déclarée et éligibles au crédit d’impôt, au sens de l’article 244 quater B du code général des impôts, est supérieur à 100 millions d’euros doivent renseigner les tableaux suivants

A. Présentation générale du(des) projet(s) de R&D en cours en N et pour lesquels les entreprises ont bénéficié du CIR au titre de N-1 <i>Décrire succinctement le(les) opération(s) de R&D en cours à la date de dépôt de l'état, et pour lesquels les entreprises ont bénéficié du CIR au titre de N-1, et le calendrier des différentes étapes de l'(des) opération(s) :</i>					
B. Travaux de R&D en cours en 2024 , et pour lesquels les entreprises ont bénéficié du CIR au titre de 2023 , et ressources associées					
1. Décrire la nature des opérations de recherche en cours en 2024 à la date de dépôt de l'état et pour lesquelles les entreprises ont bénéficié du CIR au titre de 2023					
2. Préciser les ressources matérielles et humaines associées (y compris les dépenses de recherche externalisée).					
Opération		Personnel affecté à chaque opération		Titulaires d'un doctorat financées par les dépenses de recherche ou recrutés sur leur base	
		Nombre	Qualification	Part des titulaires d'un doctorat	Nombre d'équivalents temps plein correspondants
Personnel affecté à chaque opération Affectation à temps plein ou à temps partiel aux travaux de recherche		Opérations de recherche confiées à des organismes mentionnés au d bis du II de l'article 244 quater B du CGI Montant prévu au contrat (le cas échéant)		Préciser les ressources matérielles et humaines associées (y compris les dépenses recherche externalisé) :	
				Immobilisations affectées à chaque opération	
				Nature	Affectation totale ou partielle aux opérations de recherche

C. Localisation des travaux de R&D au sein de l'entreprise	
	Lieu d'exécution de chaque opération (mentionner les coordonnées précises, si différentes du siège)
1	
2	
3	
4	
5	

D. Localisation des travaux de R&D confiés à des tiers		
	Noms et adresses des organismes auxquels la réalisation des opérations de recherche est confiée	Indiquer s'il existe ou non un lien de dépendance
1		
2		
3		
4		
5		



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dépenses engagées au titre de 2023

CRÉDIT D'IMPÔT POUR DÉPENSES DE RECHERCHE - ETAT ANNEXE

Adresse du principal établissement

31300 TOULOUSE

Ancienne adresse en cas de changement

Exercice ouvert le

01 / 01 / 2023

et clos le

31/12/2023

Activités

T2

Code NACE

SIREN

Contrairement aux montants à faire figurer dans la déclaration n° 2069-A-SD, le montant à inscrire est bien le montant non plafonné.

(* : Cochez la case correspondante).

LISTE DES OPERATEURS

DISPOSITIF*

TRAVAUX EXTERNALISÉS

SIREN

Dénomination

Adresse

CIR

CD

Montant des dépenses externalisées et réalisées par le prestataire	
--	--

Ligne de
la 2069A
sur laquelle
la dépense
a été
inscrite

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
RÉDUCTION D'IMPÔT MECENAT
(Articles 200 et 238 bis du code général des impôts)

FICHE D'AIDE AU CALCUL

Ce formulaire ne constitue pas une déclaration. Il n'a pas à être transmis spontanément à l'administration. La déclaration des réductions et crédits d'impôt n° 2069–RCI–SD constitue le support déclaratif de la réduction d'impôt mécénat.

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 ou année¹

Dénomination de l'entreprise	ASS SOLAGRO ASSOCIATION
Adresse	75 voie du toec 31300 TOULOUSE
N° Siren	324510908

SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE DU RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS (COCHER LA CASE) ☐

Dénomination de la société mère	
Adresse	
N° Siren	

Chiffre d'affaires de l'exercice	1	2 521 620	Plafond de déductibilité (20 000€ ou ligne 1 x 5 %) ²	2	20 000
----------------------------------	---	-----------	---	---	--------

I – DÉPENSES ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE OUVRANT DROIT À REDUCTION D'IMPÔT

Versements effectués au profit d'oeuvres ou organismes ³	3	2 979
• Dont montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ⁴	3b	
• Dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris	3c	
• Dont montants versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de représenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME ⁵	3d	
• Dont dépenses inférieures ou égales au plafond (montant ligne 3 limité au montant ligne 2)	4	2 979
• Dont dépenses supérieures au plafond (ligne 3–ligne 4 si montant ligne 3 > montant ligne 2)	5	
Dépenses engagées en vue de l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants qui sont inscrites à un compte d'actif immobilisé (article 238 bis AB du CGI)	6	
Plafonnement des dépenses [(ligne 6 dans la limite des montants (ligne 2 – ligne 4)]	7	

II – APPRECIATION DU MONTANT DES DEPENSES ENGAGÉES AU COURS DE L'EXERCICE AU REGARD DU PLAFOND DE DÉDUCTIBILITÉ

Plafond de déductibilité utilisé (ligne 4 + ligne 7)	8	2 979
Montant maximum des excédents de versement des exercices antérieurs pouvant être pris en compte (ligne 2 – ligne 8)	9	17 021

1 Pour les entreprises individuelles.
2 Le plafond de 20 000 €, alternatif à celui de 5% du chiffre d'affaires, s'applique aux versements effectués au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2020. Les entreprises peuvent appliquer au choix le plafond de 20 000 € ou celui de 5 pour mille du chiffre d'affaires lorsque ce dernier montant est plus élevé.
3 Les entreprises qui effectuent au cours d'un exercice plus de 10 000 € de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt déclarent à l'administration fiscale le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des bénéficiaires ainsi que, le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie. La transmission de ces informations s'effectue sur un tableau annexe du formulaire n° 2069–RCI–SD. L'obligation déclarative complémentaire ayant été intégrée à la déclaration n° 2069–RCI–SD, l'absence de dépôt de cette déclaration est sanctionnée par une amende fiscale prévue au second alinéa du 1 de l'article 1729 B du CGI.
4 Montant des dons et versements consentis à des organismes agréés dans les conditions prévues à l'article 1649 nonies du code général des impôts et dont le siège est situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Lorsque ces dons et versements ont été effectués au profit d'un organisme non agréé et situé dans un État précédemment cité, la réduction d'impôt fait l'objet d'une reprise, sauf lorsqu'il est produit dans le délai de dépôt de la déclaration les pièces justificatives attestant que cet organisme poursuit des objectifs et présente des caractéristiques similaires aux organismes dont le siège est situé en France. Pour les entreprises à l'impôt sur les sociétés : reporter le montant des dons consentis à ces organismes sur le relevé de solde n° 2572–SD.
5 Les dons et versements effectués au cours des exercices clos à compter du 31 décembre 2021 au profit des fédérations ou unions d'organismes visés au 4 de l'article 238 bis du CGI ouvrent droit au bénéfice de la réduction d'impôt sous réserve qu'elles présentent une gestion désintéressée et réalisent exclusivement des prestations non rémunérées au bénéfice de leurs membres.

III – PRISE EN COMPTE DES VERSEMENTS EFFECTUÉS AU TITRE D’EXERCICES ANTÉRIEURS ET REPORTABLES

Ce tableau est servi uniquement si l’entreprise dispose d’excédent de versement constaté au cours d’exercices antérieurs et si au cours de l’exercice considéré, la somme des versements effectués au titre des articles 238 bis et 238 bis AB du CGI est inférieure au plafond de déductibilité.

	Totalité des excédents de versements constatées au cours des exercices précédents imputables ⁵	Limite de prise en compte des excédents de versements constatés au cours des exercices précédents ⁶		Excédents imputés ⁷		Excédents restant à imputer ⁸ (colonne 1 - colonne 3)
	1	2		3		4
N-5		A		10		
N-4		B (A-10)		11		
N-3		C (B-11)		12		
N-2		D (C-12)		13		
N-1		E (D-13)		14		
				15	Total	

IV – DÉTERMINATION DU MONTANT DE LA REDUCTION D’IMPÔT

Dépenses inférieures ou égales au plafond de déductibilité (reporter ligne 4)	16	2 979
• Dont fraction des versements inférieure ou égale à 2 millions d’euros	17	2 979
• Dont fraction des versements supérieure à 2 millions d’euros	18	
• Dont fraction des versements ouvrant droit à une réduction au taux de 60% sans application du seuil de 2 millions d’euros ⁹	19	
Excédents des années antérieures imputés (reporter ligne 15)	20	
• Dont excédents des années antérieures ouvrant droit à une réduction de 60 % ¹⁰	21	
• Dont excédents des années antérieures ouvrant droit à une réduction de 40 %	22	
Réduction d’impôt de l’exercice ¹¹ [ligne 17 + ligne 19 + ligne 21] x 60 % + [ligne 18 + ligne 22] x 40%	23	1 787

Entreprises individuelles : les montants déterminés lignes 3b, 3c et 23 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069–RCI–SD et celui déterminé ligne 32 sur la déclaration n° 2042–C–PRO.

Entreprises soumises à l’impôt sur les sociétés : les montants déterminés lignes 3b, 3c et 23 doivent être reportés sur la déclaration n° 2069–RCI–SD et sur le relevé de solde n° 2572–SD.

V – RÉPARTITION DE LA RÉDUCTION D’IMPÔT ENTRE LES ASSOCIÉS DE LA SOCIÉTÉ DE PERSONNES (OU ASSIMILÉE)¹²

Nom et adresse des associés et n° SIREN (pour les entreprises)	% de droits détenus dans la société	Quote-part de la réduction d’impôt
Total		

VI – UTILISATION DE LA REDUCTION D’IMPÔT MECENAT (A SERVIR UNIQUEMENT PAR LES ENTREPRISES SOUMISES A L’IMPÔT SUR LES SOCIETES)

Montant de l’impôt dû au titre de l’exercice avant imputation de la réduction d’impôt	24	43 304
Montant de la réduction d’impôt mécénat(Report du montant porté ligne 23)	25	1 787
Montant de l’impôt dû après imputation de la réduction d’impôt (montant case 24 – montant case 25 si case 24 > case 25)	26	41 516
Montant du solde de réduction d’impôt non imputée sur l’impôt (montant case 25 – montant case 24 si case 25 > case 24)	27	

⁵ Reporter la totalité des excédents imputables y compris les montants supérieurs au plafond déterminé ligne 9.

⁶ Reporter case A, le montant de l’excédent imputable limité au montant porté ligne 9.

Dans l’hypothèse où le montant porté dans la colonne 1 est inférieur au montant porté colonne 2, reporter sur les années suivantes dans la colonne 2 le reliquat de la limite de prise en compte des excédents.

⁷ Le montant d’excédents imputés est égal au montant de la colonne 1 dans la limite du montant de la colonne 2.

⁸ Ces montants seront reportés sur la prochaine déclaration.

⁹ Les montants versés au profit de certains organismes sans but lucratif définis à la deuxième phrase du 2 de l’article 238 bis du CGI ouvrent droit au taux de 60 % sans application du seuil de 2 millions d’euros. Ces montants ne doivent pas être pris en compte dans les versements portés ligne 17 et 18.

¹⁰ Le taux de réduction d’impôt applicable aux excédents de versements des années antérieures est le taux auxquels ils ont ouvert droit à la réduction d’impôt en application du premier alinéa du 2 de l’article 238 bis du CGI.

¹¹ Montant à reporter sur la déclaration n° 2069–RCI–SD.

¹² Seuls les associés personnes morales ou associés personnes physiques participant à l’exploitation au sens du 1° bis du I de l’article 156 du CGI peuvent faire valoir leur part dans le crédit d’impôt. Le montant global déterminé est réparti entre tous les associés, mais seuls ceux cités ci–avant peuvent prétendre au bénéfice de ce crédit d’impôt. Dès lors, le total de la répartition entre les associés peut être différent du montant déterminé ligne 23.